

REPARAC PRP INNOVATION

Article : Que font les ménages agricoles du Sud Cameroun pour gagner plus d'argent et assurer un meilleur avenir à leurs enfants ?

Auteurs :

Philippe PEDELAHORE
IRAD/CIRAD, PRP Innovation
Tél. 96 26 13 86, philippe.pedelahore@cirad.fr

Rosine TCHATCHOUA
Université de Dschang, PRP Innovation
Tél. 75 25 96 00, tdrosine@yahoo.fr

Menimo TONKA
IRAD, PRP Innovation
Tél. 77 47 08 11, menimo.tonka@yahoo.com

Mireille NTSAMA
Université Yaoundé II, PRP Innovation
Tél. 77 87 18 76, mirsane1@yahoo.fr

Amandine TEFANG
IRAD, PRP Innovation
Tél. 77 89 18 15, tef_amandine@yahoo.fr

Résumé (553 mots).

Au Cameroun, les possibilités de développement de l'agriculture familiale et sa capacité à assurer l'autosuffisance alimentaire du pays sont aujourd'hui fréquemment mises en doute par de nombreux observateurs des institutions nationales et internationales. La permanence d'une faible productivité de cette agriculture et d'un taux élevé (52%) de pauvreté chez les ménages agricoles contribuent également à la stigmatisation de ce secteur économique. Les résultats d'un demi-siècle de politiques publiques, visant en particulier le développement de l'utilisation des intrants et de la mécanisation, apparaissent ainsi largement en deçà des espoirs qu'elles avaient suscités. Pourtant ce secteur emploie encore 60% de la population active du pays et a su s'adapter aux différentes périodes de baisse des cours de deux importantes productions marchandes : le cacao et le café. Il apparaît donc utile, au delà de la question de la « modernisation » de cette agriculture, de préciser les stratégies mises en œuvre par les ménages agricoles pour maintenir le niveau de leurs revenus monétaires et les raisons qui expliquent la robustesse de cette agriculture familiale.

Les données présentées dans cette communication se basent sur des entretiens et enquêtes réalisées auprès de personnes ressources et de ménages agricoles résidants dans quatre sites représentatifs (Ayos, Batcham, Galim et Obala). de la diversité des situations agraires du Grand Sud Cameroun. L'analyse des données recueillies sera d'ordre qualitative ou chiffrée selon les aspects à renseigner.

Les premiers entretiens qualitatifs ont été menés avec des personnes ressources et des groupes de référence. Ils montrent que les ménages développent des stratégies qui les amènent à mêler activités agricoles et non agricoles, et pour les zones les plus peuplées, à rechercher des ressources foncières ou monétaires en dehors de leur localité d'origine. Ils montrent également que la diversification des productions a constitué, et constitue encore, l'une des réponses adaptatives mobilisée par les ménages agricoles. Ils révèlent enfin que l'une des priorités stratégiques de ces ménages est d'offrir un avenir « hors agriculture » à la plupart de leurs enfants.

La seconde enquête, réalisée auprès de 138 ménages agricoles, précise l'importance relative actuelle (en pourcentage) des différentes sources de revenus de ces ménages. Elle met en évidence le fait que les revenus non agricoles jouent parfois un rôle important dans l'équilibre financier et la pérennité d'un nombre non négligeables d'exploitations agricoles.

L'évolution de ces systèmes d'activité et le devenir des jeunes générations ont été précisées à travers la réalisation d'une troisième enquête menée auprès de 576 individus appartenant à trois générations successives (grands parents, parents, enfants). Cette enquête confirme l'importance grandissante des activités non agricoles et la prégnance des trajectoires de « sortie de l'agriculture ».

Ces travaux concluent sur la nécessité de prêter une plus grande attention à l'importance des activités non agricoles dans les stratégies des ménages agricoles. Cette importance se manifeste au niveau de l'amélioration des revenus des ménages, de leurs capacités d'investissement dans l'outil de production agricole et du devenir socioprofessionnel de leurs enfants.

Les perspectives envisagées suite à cette première communication sont relatives au calcul d'indicateurs économiques plus précis permettant de mesurer l'importance relative de ces différents niveaux stratégiques (systèmes d'activités, migrations spatiales pour la recherche de nouvelles terres, diversification des systèmes de production, amélioration des performances techniques) sur le maintien ou l'amélioration des revenus de ces ménages et sur leurs capacités d'investissement dans leur outil de production agricole.

Mots clefs : ménage agricole, système d'activité, revenus monétaires.

Résumé (309 mots).

Cette communication présente les premiers résultats de trois séries d'entretiens et d'enquêtes. Ces travaux visent à préciser les stratégies des ménages agricoles de trois zones d'étude du Sud Cameroun (Ayos, Mbouda et Obala). Ces trois zones présentent des caractéristiques naturelles, agricoles et socio-économiques contrastées, permettant de réaliser des analyses comparatives.

Les premiers entretiens qualitatifs ont été menés avec des personnes ressources et des groupes de référence. Ils montrent que les ménages développent des stratégies qui les amènent à mêler activités agricoles et non agricoles, et pour les zones les plus peuplées, à rechercher des ressources foncières ou monétaires en dehors de leur localité d'origine. Ils montrent également que la diversification des productions a constitué, et constitue encore, l'une des réponses adaptatives mobilisée par les ménages agricoles. Ils révèlent enfin que l'une des priorités stratégiques de ces ménages est d'offrir un avenir « hors agriculture » à la plupart de leurs enfants.

La seconde enquête, réalisée auprès de 138 ménages agricoles, précise l'importance relative actuelle (en pourcentage) des différentes sources de revenus de ces ménages. Elle met en évidence le fait que les revenus non agricoles jouent parfois un rôle important dans l'équilibre financier et la pérennité d'un nombre non négligeables d'exploitations agricoles.

L'évolution de ces systèmes d'activité et le devenir des jeunes générations ont été précisées à travers la réalisation d'une troisième enquête menée auprès de 576 individus appartenant à trois générations successives (grands parents, parents, enfants). Cette enquête confirme l'importance grandissante des activités non agricoles et la prégnance des trajectoires de « sortie de l'agriculture ».

Ces travaux concluent sur la nécessité de prêter une plus grande attention à l'importance des activités non agricoles dans les stratégies des ménages agricoles. Cette importance se manifeste au niveau de l'amélioration des revenus des ménages, de leurs capacités d'investissement dans l'outil de production agricole et du devenir socioprofessionnel de leurs enfants.

Mots clefs : ménage agricole, système d'activité, revenus monétaires.

Que font les ménages agricoles du Sud Cameroun pour gagner plus d'argent et assurer un meilleur avenir à leurs enfants ?

1) Contexte, justification.

De nombreux documents rappellent la stabilité sur la longue période des structures agricoles des ménages du Grand Sud Cameroun. La surface cultivée par ménage et l'utilisation d'intrants restent généralement faible et la mécanisation quasiment inexistante. Ces réalités conduisent à des revenus annuels modestes, généralement de l'ordre de quelques centaines de milliers de FCFA, et à une faible productivité du travail par actif.

En réponse à cette situation les pouvoirs publics tentent de promouvoir des modèles de type intensif-productiviste-marchands qui ne trouvent le plus souvent qu'un écho limité au niveau des ménages. Les instituts de recherche mettent au point du matériel génétique ou des références technico-économiques visant à accroître les rendements des cultures ou les performances des élevages. Si certains de ces produits de la recherche diffusent aisément, la plupart se révèlent peu adoptés par les producteurs. Ainsi, l'impact des politiques publiques et des acquis de la recherche apparaissent à de nombreux observateurs comme largement en deçà des espoirs qu'ils avaient suscités.

Pourtant le nombre de ménages qui se consacrent à l'activité agricole continue d'augmenter et représente toujours une part importante des actifs du Cameroun (60%). L'attrait de la ville et des autres secteurs d'activité, qui reste important, n'a pas vidé les campagnes comme dans d'autres parties du monde. Les productions de certaines spéculations poursuivent leur augmentation (cacao, manioc, plantain, maïs, produits maraîchers...), avec parfois, comme pour le plantain et le manioc, un taux d'accroissement supérieur à celui de la population agricole active. Le dynamisme et la pérennité de l'activité agricole ne semble donc pas pour l'instant mise à mal, même si elle peine à faire face à l'augmentation du nombre de bouches à nourrir et à l'augmentation du coût de la vie.

Cette situation donne à penser que l'on assiste peut-être plutôt à un décalage entre :

- les fonctions que la puissance publique assigne à l'agriculture et les modèles de développement dont elle fait la promotion,
- et les objectifs et stratégies des ménages agricoles ;

qu'à une incapacité des ménages à s'adapter aux évolutions du contexte.

Cette communication souhaite donc préciser les objectifs et stratégies des ménages agricoles pour voir dans quelle mesure ils sont ou pas en cohérence avec les modèles et fonctions promues par la puissance publique pour le secteur agricole.

Nous présenterons tout d'abord le cadre théorique, les modèles d'analyse et les méthodes mobilisés pour cette étude. Le chapitre suivant présentera les résultats obtenus et les analyses qui peuvent en être faites. Enfin nous conclurons sur les perspectives de cette première étude qui ne constitue qu'une étape d'un travail plus ambitieux.

2) Cadre théorique, modèle d'analyse et méthodes.

2.1) Les acteurs économiques : définitions.

Ainsi que l'indique Roux (Roux 1986a) « on appelle acteurs économiques (ou agents économiques), les individus, les groupes d'individus, les organisations qui constituent des centres de décision et d'action dans la vie sociale. En fonction de leurs projets et de leurs contraintes (pas seulement financières), ils réalisent des choix prennent des décisions et les mettent en œuvre » On distingue cinq catégories d'acteurs :

1. les ménages dont font partie les ménages agricoles,
2. les entreprises
3. les banques
4. l'Etat (ou la puissance publique) et les administrations
5. enfin l'extérieur représenté par l'ensemble des agents économiques situés en dehors de l'espace national.

Nous allons définir plus précisément les deux acteurs économiques auquel nous faisons référence dans cette étude :

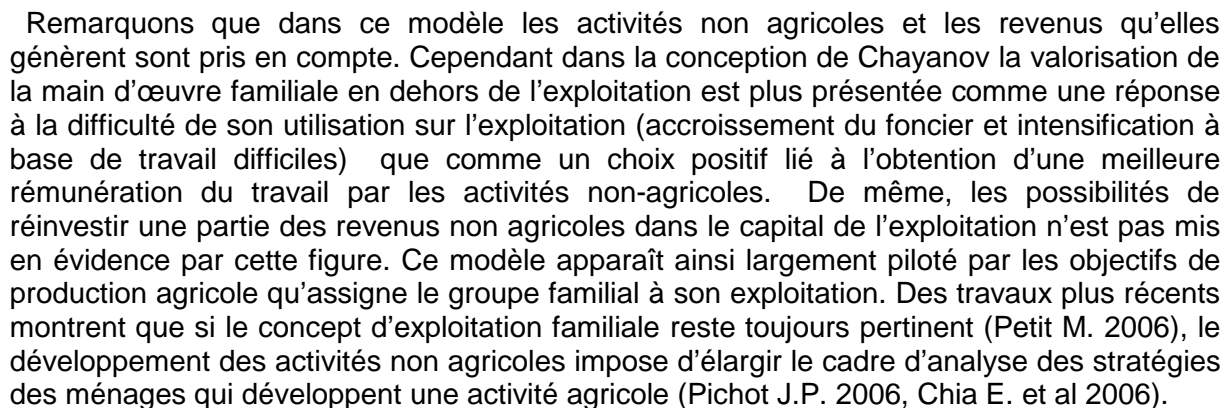
La puissance publique regroupe (Varlet 1992) :

- « Le pouvoir central qui se limite en l'occurrence au pouvoir exécutif, généralement constitué par la présidence et le gouvernement qui prennent les principales décisions en matières politique, économique et sociales ».
- « L'appareil administratif, constitué des services centraux et déconcentrés de l'administration, d'institutions ou de sociétés publiques ou parapubliques, animés par des fonctionnaires ou des contractuels de l'Etat, formant une catégorie sociale que l'on désignera par « fonction publique élargie ». Cet appareil administratif véhicule et diffuse des modèles qui caractérisent sa vision du développement agricole.

Les ménages (Roux 1986a).

Un ménage est constitué par l'ensemble des occupants d'une résidence principale, c'est-à-dire d'un logement habité de façon permanente, qu'ils aient ou non un lien de parenté. La première des huit catégories socioprofessionnelles définies dans le cadre français est celle des « agriculteurs exploitants ». Par ailleurs, et pour les agronomes, la notion d'exploitation familiale agricole est un concept issu de l'histoire agricole européenne qui fait référence à « un modèle d'agriculture basé sur la famille monogame nucléaire et les moyens qu'elle met en œuvre aux fins de produire des denrées agricoles » (P. Bergeret et M. Dufumier 2002). Cette famille va donc chercher à satisfaire ses objectifs économiques, mais aussi sociaux et patrimoniaux, en mobilisant les moyens de production dont elle dispose : le foncier, sa force de travail et ses ressources en capital fixe (machines, outils...) et circulant (pour l'achat des intrants...). La gestion d'une exploitation comprend ainsi l'ensemble des décisions prises par le chef d'exploitation qui déterminent les modalités de combinaison des moyens de production de l'exploitation. « L'analyse de la structure et du fonctionnement actuels d'une exploitation agricole renvoie à son histoire : celle de l'acquisition des moyens de production et de l'évolution de la combinaison de systèmes de culture et d'élevage » (Devienne et Wybrecht 2002). « La structure et le fonctionnement d'une exploitation familiale varient dans le temps. Ces variations s'expliquent par des causes externes liées au contexte dans lequel l'exploitation évolue et par des causes internes liées au cycle de la famille (Bergeret et Dufumier 2002). Sur la base des travaux de Chayanov les deux auteurs précédents proposent le modèle d'analyse présenté page suivante (voir figure n°1) qui résume les principaux éléments de l'environnement, de la structure (moyens de production) et du fonctionnement de l'exploitation familiale agricole.

Source : (Bergeret et Dufumier 2002)



La notion de « ménage », qui se base elle aussi sur l'unité de résidence, présente pour nos travaux l'intérêt d'intégrer, de façon beaucoup plus explicite que la notion d'EFA, la diversité des systèmes d'activité possible pour les différents membres du ménage. Nous retiendrons pour nos travaux une unité d'observation que nous désignerons par « les ménages agricoles » qui regroupe les individus, généralement de la même famille (liens de parenté), résidant dans le même lieu au moment de l'enquête. Ces ménages sont caractérisés par le fait que certains de ces individus développent au moment de l'enquête une activité agricole, mais ont pu par le passé résider en d'autres lieux et développer, ou ont pu développer, des activités non agricoles.

2.2) Monographies ou modèles ?

L'une des questions qui revient régulièrement dans les sciences humaines est celle du choix entre une démarche de type qualitative ou quantitative où l'on vise respectivement :

- la production de connaissances de type « monographique », où l'on étudie dans le détail la complexité et les modalités de fonctionnement d'un nombre réduit d'objets,
- l'élaboration de « modèles » qui cherchent à établir, en se basant sur un nombre important d'observations, des règles génériques entre un nombre limité de variables généralement quantitatives.

Ainsi que le mentionnent Couty (1984) et Winter (1984) il est souhaitable que les démarches qualitatives ou compréhensives précèdent les enquêtes quantitatives et les travaux statistiques ou de modélisation mathématique puisqu'il faut d'abord identifier les variables porteuses d'une potentialité explicative (variables pertinentes) avant d'en mesurer les caractéristiques et d'en vérifier (mathématiquement ou statistiquement) les effets. Cependant, ainsi que le suggère ces deux auteurs, loin de s'opposer, c'est l'association du « qualitatif » et du « quantitatif » qui permet d'améliorer notre connaissance du réel et sa représentation.

La production de connaissances pose également la question du « singulier » et du « régulier » (Couty 1984). La modélisation vise à produire des connaissances dont la validité ne se limite pas à l'objet ou aux objets observés, mais qui ont une portée plus générale, voire une valeur générique. La modélisation mathématique, qui vise l'établissement de règles générales, porte ainsi généralement sur la mise en relation de « grandeurs fabriquées » (Couty 1984) et considère le reste du système comme une boîte noire. « Elle considère ces grandeurs comme des entités substantielles, reliées entre elles à peu près comme les roues d'un engrenage, or ce n'est pas le cas. Derrière ces sommes « ex post », il y a des stratégies avouées ou occultes d'agents qu'il faut connaître » (Couty 1984). Dans l'analyse de processus complexes il est donc utile de ménager un équilibre entre les besoins de généralisation, et la nécessaire explicitation précises des diverses logiques à l'œuvre. Ces observations vont donc nous conduire à produire des informations précises sur les évolutions observées dans tel ou tel ménage ou système agraire et à se baser sur ces observations singulières pour tenter également d'en dégager des règles de fonctionnement plus générales. Elles vont nous conduire enfin à construire, à travers la réalisation de zonages des espaces agraires et de typologies des ménages, des espaces d'observation plus homogènes pour lesquels il sera plus aisé de modéliser le comportement des acteurs et des liens entre les variables micro-économiques et macro-économiques.

L'effort de modélisation que nous poursuivrons doit donc être compris comme une volonté de rendre la complexité du réel intelligible : « modéliser pour comprendre » (Le Moigne 2004). Ainsi, même si nous avons mobilisé le modèle de Chayanov sur le fonctionnement de l'exploitation familiale, il nous semble nécessaire d'associer à ces démarches de type expérimentales ou hypothético-déductives basées sur des modèles, des démarches de type constructivistes, ou compréhensives, qui vont nous permettre de compléter ou de discuter ces modèles initiaux.

Ces observations vont donc nous conduire à mêler des analyses « qualitatives » (monographies, guide d'entretien avec des questions ouvertes, ...) sur un échantillon réduit et des enquêtes plus légères et quantitatives sur des échantillons plus importants. Les résultats de ces différents types de travaux sont présentés dans les chapitres suivants, après avoir précisé les caractéristiques des sites étudiés.

3) Résultats, discussion.

3.1) Le choix de situations contrastées.

Ainsi que le rappelle le modèle de Tchayanov les stratégies des ménages agricoles sont en partie déterminées par l'environnement pédo-climatique et le contexte socio-économique dans lesquelles elles s'insèrent. Pour mieux apprécier l'incidence de ces différentes variables sur les stratégies des ménages il est utile de se placer dans des situations contrastées et représentatives de la diversité du Grand Sud Cameroun.

Un premier zonage a été conduit à l'échelle du sud Cameroun sur la base des données bibliographiques, cartographiques et des informations des personnes ressources. Ce zonage du Sud Cameroun est basé sur quatre critères de stratification de l'espace (voir Figures n°2 et 3) dont nous faisons l'hypothèse qu'ils ont des répercussions importantes sur les stratégies développées par les ménages agricoles :

- Les caractéristiques topographiques et climatiques
- La densité de population et la disponibilité en ressources foncières
- L'histoire agraire et la constitution des différentes formes sociales de production (exploitations familiales ou de type entrepreneuriales)
- L'importance de l'intégration aux réseaux de communication, aux principaux marchés urbains et aux différents services d'appui à l'agriculture.

Ce zonage aboutit à la constitution de 6 zones dites « homogènes » pour le niveau de précision qui est le notre à ce stade de l'analyse. Les figures n°2 et 3 ci-après présentent les caractéristiques des 6 zones ainsi créées, ainsi que leur délimitation spatiale.

Figure n°2 : Caractéristiques des 6 zones.

Zones / Critères	Reliefs et données climatiques	Densité de Pop.	Histoire agraire	Niveau d'intégration
Zone 1 Hauts plateaux de l'ouest	Hauts plateaux de l'ouest de 700 m à 3000 m. Climat « camerounien d'altitude » à pluviométrie bimodale de 1700 à 2800 mm/an	Moyenne à très élevée : 75 hab/km2 à plus de 250 hab/km2	Zone anciennement caféière en voie de diversification vers les produits vivriers et maraîchers	Bonne intégration aux réseaux marchands
Zone 2 Savanes arborées du nord	Plateaux du centre de 500 à 1000 m. Climat « guinéo Soudanien » à pluviométrie bimodale de 1400 à 1700 mm/an	Faible de 1 à 15 hab/km2	Zone d'élevage et de cultures vivrières	Mauvaise intégration aux réseaux marchands
Zone 3 Le Sud-Ouest	Piémonts des hauts plateaux de l'ouest de 200 à 1000 m d'altitude. Climat « camerounien maritime » à pluviométrie bimodale de 4000 à 9000 mm/an	Moyenne à élevée : 75 hab/km2 à plus de 150 hab/km2	Zone de développement actuel de la cacaoculture avec des rendements acceptables (650 kg/ha)	Bonne intégration aux réseaux marchands
Zone 4 Le centre	Plateaux du centre de 500 à 750 m. Climat « guinéen continental » à pluviométrie à quatre saisons de 1500 à 1800 mm/an	Moyenne à élevée : 75 hab/km2 à plus de 150 hab/km2	Zone historique d'implantation de la cacaoculture villageoise avec des rendements médiocres (350 kg :ha)	Bonne intégration aux réseaux marchands
Zone 5 Les plantations industrielles	Zone littorale de 0 à 200 m d'altitude et mont Cameroun (4000m d'altitude). Climat « camerounien maritime » à pluviométrie bimodale de 3500 à 5000 mm/an	Moyenne à élevée : 75 hab/km2 à plus de 150 hab/km2	Importance des entreprises agricoles privées ou publiques (hévéa, palmier à huile...) « héritières » des anciennes plantations coloniales	Bonne intégration aux réseaux marchands
Zone 6 Le Sud et l'Est	Zone littorale et plateaux centraux entre 0 et 700 m d'altitude. Climat « guinéen maritime » à pluviométrie bimodale sur la zone littorale (Kribi) avec 2600 à 3000 mm/an. Climat « guinéen continental » à pluviométrie à quatre saisons de 1500 à 1800 mm/an à l'intérieur des terres.	Faible de 1 à 15 hab/km2	Zone forestière par excellence, comptant une faible population qui développent quelques cultures pérennes (café, cacao, palmier) et des cultures vivrières.	Mauvaise intégration aux réseaux marchands sauf pour les zones proches des marchés sous-régionaux (Guinée Equatoriale, Gabon...)

Figure n°3 : Zonage du Sud Cameroun.

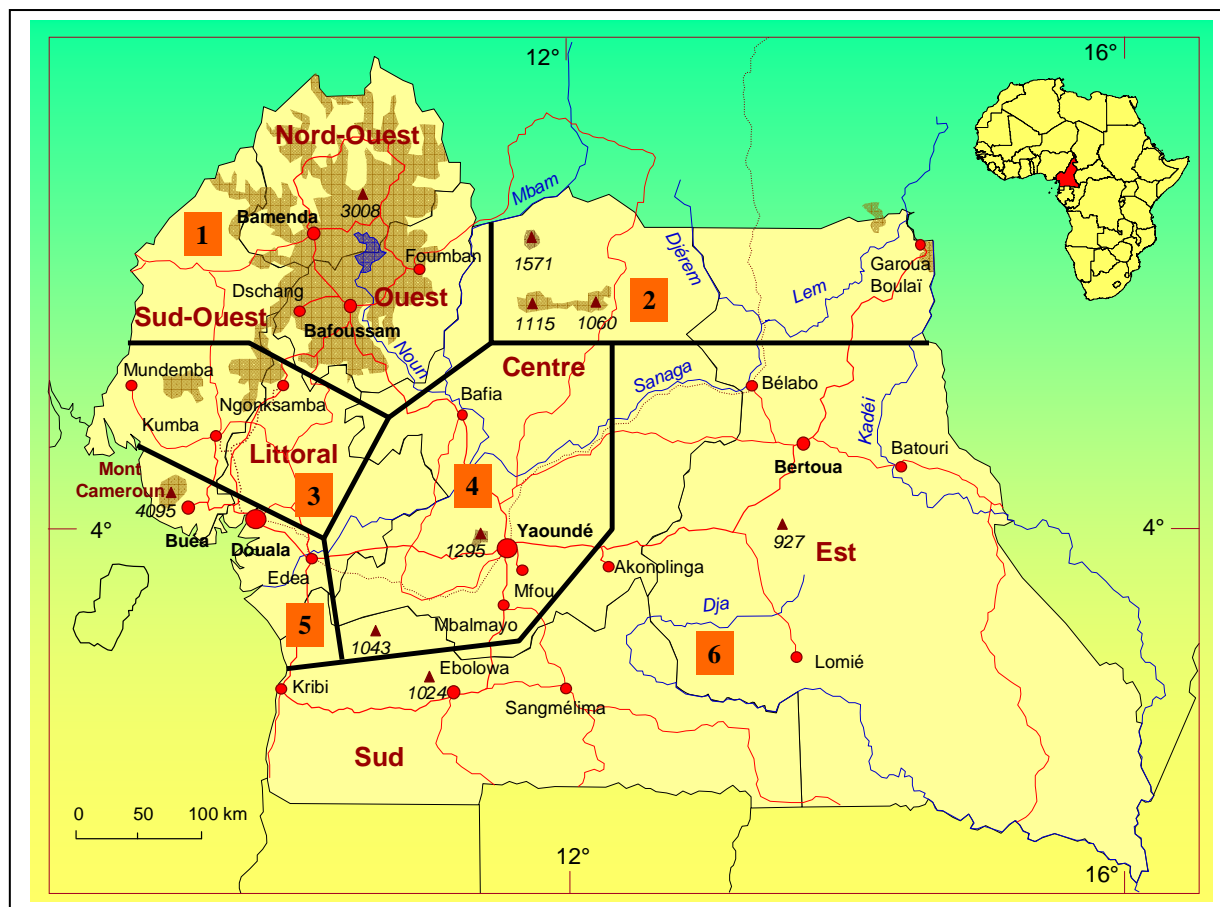
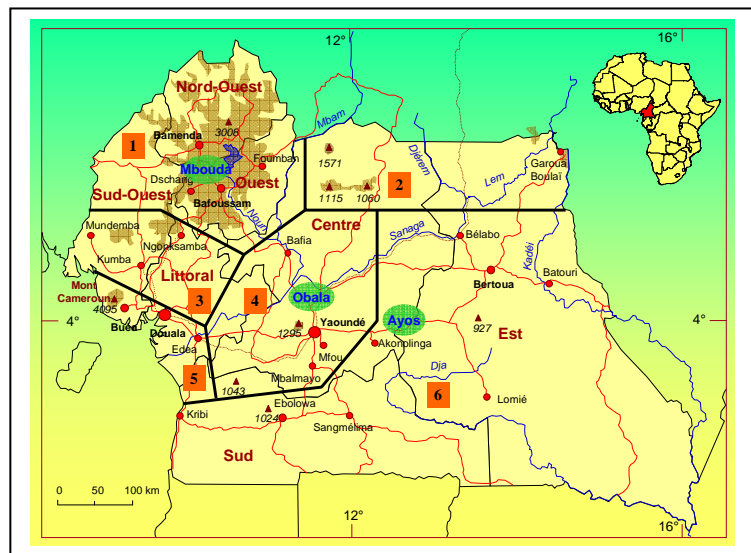


Figure n°4 : localisation des trois sites d'étude.

Dans la mesure où nous nous intéressons à l'agriculture de type familial des zones historiquement basées sur le cacao et le café nous ne retiendrons pour notre espace d'enquêtes que les zones 1, 3, 4 et 6. La zone 3 étant par ailleurs plus difficile d'accès à partir de Yaoundé nous avons décidé pour des raisons de ressources matérielles et humaines de ne retenir finalement que les zones 1, 4 et 6. Un site représentatif de chacune de ces trois zones a été retenu (voir leur situation sur la figure n°4 ci-contre) :

- Zone 1 : site de Mbouda qui correspond au département des Bamiboutos. Ce site a été divisé en deux zones d'étude (Batcham et Galim) qui présentaient de grandes différences en termes de densité de population et de systèmes de production.
- Zone 4 : site d'Obala qui correspond à l'arrondissement du même nom
- Zone 6 : site d'Ayos qui correspond à l'arrondissement du même nom



3.2) Une approche qualitative des objectifs et stratégies des ménages agricoles.

Avant de préciser les variables à mesurer nous avons souhaité recueillir la perception qu'avaient les ménages de leurs propres objectifs et stratégies et des dynamiques d'adaptation en cours. Ces données ont été recueillies à travers des entretiens individuels ouverts réalisés auprès d'une dizaine de personnes ressources par site et à travers des entretiens collectifs réalisés auprès de 1 à 3 groupes par site. Les résultats de ces divers entretiens font ressortir les principaux éléments suivants :

➤ Diversifier les sources de revenus et sortir de l'agriculture.

Sur le site d'Ayos, qui est pourtant une zone relativement excentrée et où la terre est abondante (15 habitants/km²), 20 à 25% des natifs des deux villages où ont lieu les entretiens de groupe (Tomba et Ebazo'o) ont quitté la campagne pour la ville (surtout des jeunes). Ce phénomène apparaît encore plus important pour les sites d'Obala et Mbouda qui connaissent de fortes densités de population (jusqu'à 150 à 250 hab/km²).

De nombreux parcours de vie de personnes habitant aujourd'hui à la campagne se sont construits ou se construisent en alternant des périodes de vie en ville et d'autres à la campagne. On observe ainsi par exemple que beaucoup de jeunes garçons célibataires quittent le domicile parental pour chercher fortune en ville et qu'ils reviennent à la terre après quelques années lorsque le nombre de leurs enfants et les besoins alimentaires deviennent plus difficiles à financer à partir de leurs maigres revenus urbains.

Par ailleurs, les activités non agricoles (moto-taxi, petit commerce, maçon...) sont importantes pour rester à la campagne et l'on observe ainsi le développement de l'importance des revenus non-agricoles chez certains ménages agricoles.

Enfin dans les échanges menés il apparaît que la scolarité des enfants est LA priorité des parents qui déclarent souvent « je voudrais que mon fils ne soit pas planteur ou cultivateur comme moi ».



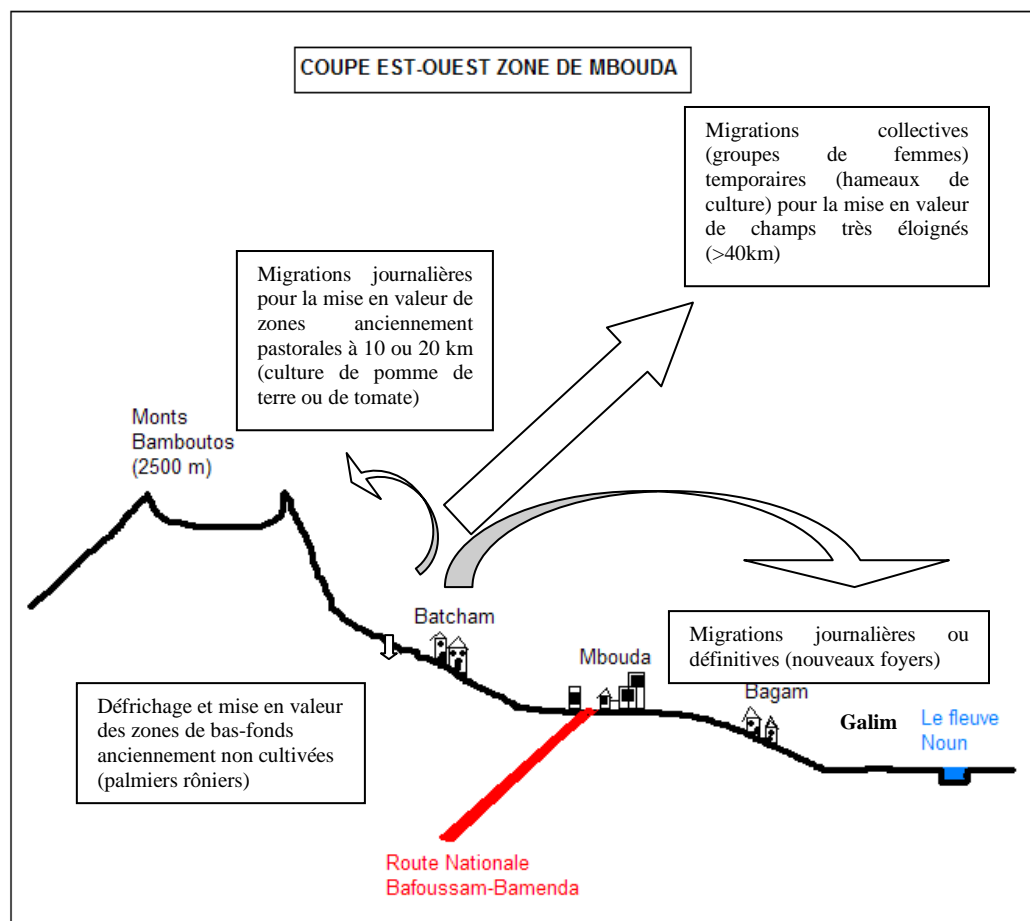
➤ Marcher plus longuement et migrer pour chercher de la terre (fertile).

Au-delà des départs vers la ville, et en particulier pour les zones fortement peuplées de Batcham et Obala on observe aussi d'importantes stratégies visant à mettre en valeur des espaces agricoles éloignés des villages d'origine.

A Obala les agriculteurs et agricultrices n'hésitent plus à parcourir 10 à 15 km par jour pour aller mettre en valeur des terres plus fertiles ou plus disponibles. A Obala les jeunes, et les moins jeunes qui ont de l'argent, partent s'installer ou créer des plantations à 60 km plus au Nord vers la zone de Ntui, au-delà de la Sanaga, qui est devenue depuis une vingtaine d'années une zone de plantation de cacao et de vivrier importante (plantain en particulier).

Dans le site de Mbouda et en particulier dans la zone de Batcham fortement peuplée, les entretiens montrent qu'il existe de nombreuses stratégies autour de la recherche d'espaces cultivables permettant de valoriser une force de travail sous-employée au village par manque de terre arable (voir schéma présenté ci-après) :

Figure n°5 : mouvements migratoires de la zone de Batcham (site de Mbouda)



La permanence de ces phénomènes migratoires depuis près d'un demi-siècle souligne l'importance de ces dynamiques dans les stratégies mises en œuvre par les exploitations familiales agricoles pour gérer les problèmes de ressources foncières et de baisse de la fertilité et l'équilibre entre la force de travail et les surfaces disponibles. Il semble cependant que l'importance de ce phénomène soit en augmentation : « avant on quittait aussi mais pas beaucoup comme maintenant ».

➤ Diversifier ou changer les cultures marchandes.

Les entretiens dans les différentes zones ont permis de souligner les dynamiques de diversification des cultures marchandes impulsés par les ménages agricoles dans les différentes zones :

- A Mbouda c'est le maïs et les cultures maraîchères (tomate, pastèque, piment...) qui ont en parti pris le relais des cultures de café pour l'accès aux revenus monétaires
- A Obala si les revenus du cacao restent importants on assiste à la recherche de nouvelles spéculations (maïs, tomate, petits élevages...) en particulier chez les individus ne disposant pas, ou ne bénéficiant pas directement, des revenus des plantations pérennes (femmes, jeunes...)
- A Ayos c'est les tubercules (manioc et macabo) et le plantain qui ont « remplacé » le cacao et le café et qui constituent aujourd'hui les principales spéculations marchandes de la ces zones. Les entretiens ont montré dans les villages de Tomba et d'Ebaz'o que ces trois spéculations représentent avec l'arachide les quatre cultures principales de cette zone

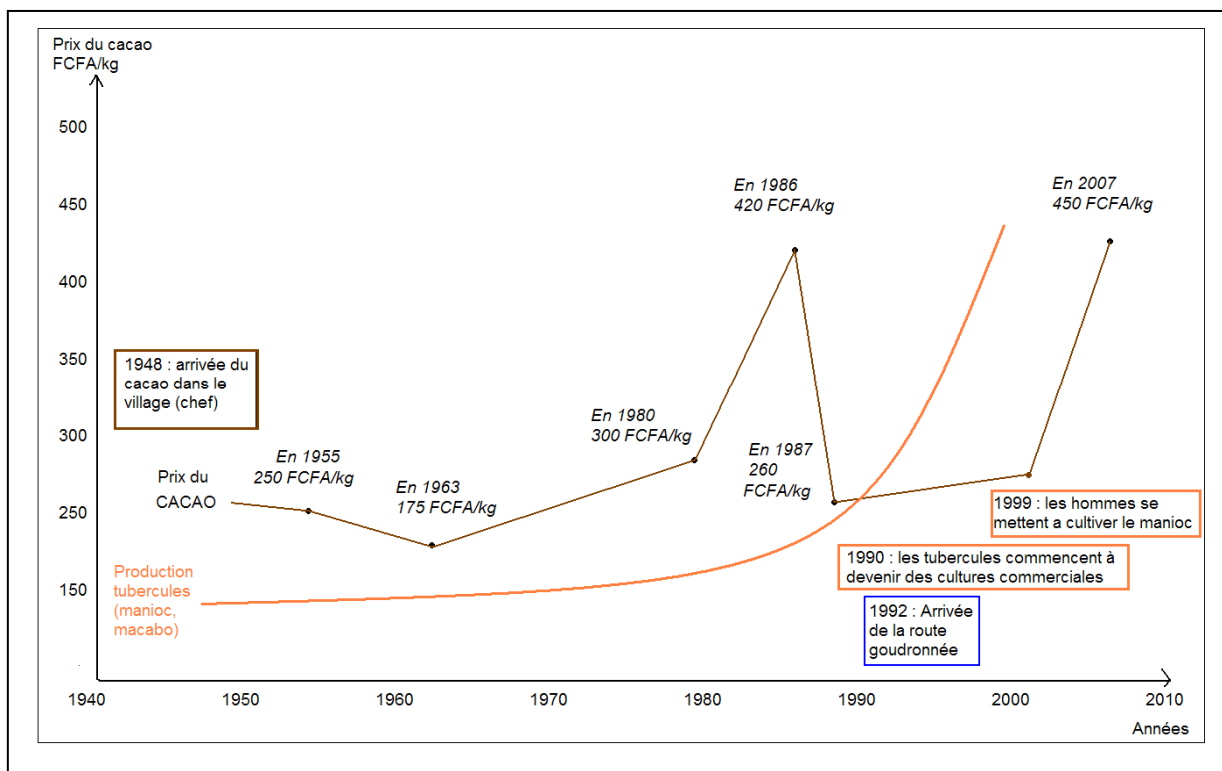
Les entretiens ont également montré que si la diversification des productions marchandes se base parfois sur une simple extension des surfaces des cultures « qui marchent », elle implique parfois d'acquérir de nouvelles connaissances. Certains entretiens ont montré que l'acquisition des connaissances techniques et pratiques sur les « nouvelles cultures » se fait en grande partie grâce à la forte mobilité de ces promoteurs. Ainsi sur Ayos, un producteur à « découvert la tomate » et la façon de la cultiver lors de son séjour à Yaoundé comme salarié des brasseries. Il a alors observé les maraîchers nordistes qui cultivaient la tomate dans les bas-fonds de Yaoundé et a appris avec eux les rudiments de cette culture. De retour dans son village il a été l'un des premiers à y développer cette nouvelle culture marchande et à défricher les bas-fonds pour y installer ses cultures maraîchères.

➤ Travailler plus.

Dans les zones comme Batcham fortement contraintes du point de vue foncier l'intensification en travail par hectare est déjà ancienne comme en témoigne le savant agencement des cultures sur trois niveaux (cultures vivrières associées, café et plantain, arbres fruitiers) qui cherche à valoriser au mieux les petites parcelles des hauts plateaux de l'Ouest et la main d'œuvre familiale disponible.

Dans des zones Comme Ayos où le foncier disponible reste important, l'objectif de préservation ou d'augmentation du niveau des revenus monétaires du ménage a conduit à un plus fort investissement de la main d'œuvre familiale dans les activités agricoles. Les femmes ont dès 1990 commencé à augmenter leurs surfaces de « cultures vivrières » devenues, surtout à partir de « l'arrivée du goudron » en 1992, des cultures « marchandes ». Elles peuvent, en créant des groupes féminins d'entraide, peu usités auparavant, mettre en place de vastes surfaces de culture de manioc (> à 1ha). Les hommes, qui s'occupaient auparavant essentiellement de leurs cultures de rentes (cacao), leur ont emboîté le pas quelques années plus tard (« *on ne va pas laisser les femmes gagner plus que nous !* ») et se sont à leur tour fortement investi dans les nouvelles cultures vivrières marchandes (manioc, plantain...) sans délaisser cependant leurs cultures pérennes.

Figure n°6 : graphique tracé avec lors des entretiens de groupe sur la chronologie de la diversification.



➤ **Vendre au meilleur prix.**

La disparition des filières administrées (cacao et café) qui garantissaient un prix à la récolte, même si celui-ci pouvait varier d'une année à l'autre, va amener les producteurs à entrer sur les marchés concurrentiels et fluctuants des denrées vivrières ou maraîchères. Ces nouvelles conditions de vente de leurs produits vont les amener à mettre en place des stratégies leur permettant de profiter au mieux des variations de prix ou tout du moins à tenter d'éviter les périodes de prix bas.

Ainsi, si les calendriers culturels restent bien sur largement déterminés par la pluviométrie et la gestion de la force de travail, ces stratégies vont amener les producteurs à tenter d'investir des périodes de semis et de plantation qui font coïncider la période de récolte avec celle où les prix sont plus élevés (maïs de deuxième cycle, cultures de bas-fond et de contre-saison, ...).

Les producteurs mettent également en œuvre des stratégies leur permettant de retarder la date de récolte en attendant un relèvement des prix de marché. Ainsi sur le site de Mbouda et dans la zone de Galim les maïsiculteurs laissent leur maïs sur pied plusieurs semaines après la maturité physiologique en attendant la remontée des cours. De même, sur Ayos le macabo n'est pas désherbé en fin de cycle et après maturité pour freiner la germination des tubercules et constituer ainsi un stock que l'on pourra garder en terre de nombreuses semaines en attendant des prix plus intéressants.

A ces stratégies au niveau des calendriers culturels ou des méthodes de stockage sur pied s'ajoutent des pratiques visant à transformer les produits pour permettre leur conservation et leur transport sur de longues distances (bâtons de manioc, ...), ou l'investissement de nouveaux marchés de niche (tapioca de manioc).

Enfin les producteurs tentent, avec des résultats plus ou moins convaincants, de mettre en place des organisations paysannes permettant à travers la vente groupée (maïs par l'OP Bimum de Galim et cacao par l'OP FEPADA d'Ayos) de prospecter de nouveaux marchés et de mieux négocier les prix de vente.

➤ **Se saisir des résultats de la recherche.**

Ainsi que nous l'avons vu dans les paragraphes précédents les ménages agricoles développent de nombreuses stratégies adaptatives se situant à des niveaux distincts de ceux relatifs à l'amélioration des performances des itinéraires techniques. On observe même parfois, comme sur cacao par exemple, que les variations des prix de vente de la fève et la déstructuration de la filière ont plutôt entraîné un abandon des recommandations de la recherche et de la vulgarisation en ce qui concerne par exemple les méthodes de contrôle de la pourriture brune ou des capsides.

Cependant les entretiens montrent également que les producteurs savent se saisir de certains des résultats produits par la recherche lorsque ceux-ci répondent aux dynamiques en cours. C'est le cas par exemple, ainsi que le confirment les travaux de Mireille Ntsama (Ntsama 2008) de l'adoption des variétés de maïs améliorées qui a accompagné durant ces dernières années le développement de cette nouvelle culture commerciale.

Ainsi, si des exemples intéressants de valorisation des produits de la recherche ont été identifiés lors de ces entretiens, il semble qu'ils se regroupent surtout autour de l'adoption de nouveau matériel végétal (maïs, pomme de terre, palmier à huile, ...) ou de nouvelles techniques de multiplication du matériel végétal (PIF) mais que l'on observe peu d'adoption de recommandations issues de la recherche ou de la vulgarisation qui portent sur une intensification à base d'intrants agricoles (engrais ou pesticides).

Les résultats des enquêtes présentées ci-après s'attacheront essentiellement à préciser les caractéristiques des stratégies liées aux choix des systèmes d'activité et de production (agriculture-élevage). Les données concernant les migrations spatiales et l'amélioration des itinéraires techniques ne seront pas abordés dans cette communication.

3.3) Les sources de revenus des ménages agricoles.

Suite à ces premières informations, essentiellement qualitatives, une enquête a été réalisée auprès de 138 ménages agricoles¹ pour préciser l'importance relative des différentes sources de revenus et les principales caractéristiques structurelles des exploitations agricoles.

Les principaux résultats sont présentés dans le tableau page suivante. Ce tableau précise pour chacune des zones étudiées les différentes caractéristiques des divers types de ménages agricoles identifiés. Son analyse permet de faire les remarques suivantes :

Dans les zones anciennement et densément peuplées, et intégrées de longue date dans les phénomènes d'exode rural (Dongmo 1981, Barbier et al 1983, Franqueville 1987), comme Batcham et dans une moindre mesure Obala, les ménages développent des activités non agricoles qui visent à diversifier les sources de revenus et à compenser (pour Batcham) ou à améliorer (pour Obala) des revenus agricoles devenus insuffisants au regard des objectifs et besoins du groupe familial. Cette situation est particulièrement marquée pour la zone de Batcham où les surfaces cultivées par actif apparaissent particulièrement faibles (0,25 ha/actif) et où les revenus des activités non agricoles représentent en moyenne le tiers des revenus des ménages et jusqu'à 85% pour le type 3. On observe cependant que même pour Obala où les surfaces cultivées par actif sont importantes (1,04 ha / actif) la recherche de revenus non agricoles peut être importante dans les stratégies des groupes familiaux (23% des revenus totaux). Ceci est dû en partie au fait que ces importantes surfaces recouvrent surtout des parcelles de cacao conduites de façon généralement extensive et peu productive (350 kg/ha de cacao), mais traduit également le fait que des exploitations même « viables » intègrent de plus en plus fréquemment les activités non agricoles dans les stratégies d'amélioration de leurs revenus surtout lorsqu'elles sont proches des centres urbains (Youndé n'est qu'à 40 km d'Obala).

Dans les zones, comme Galim, de colonisation agricole plus récente, disposant de ressources foncières plus importantes et bien insérées dans les réseaux commerciaux agricoles, les revenus provenant des activités agricoles au sens large (cultures et élevage) restent largement majoritaires même si pour un quart des exploitations de cette zone (voir figure n° 7) les revenus provenant des activités non agricoles représentent déjà 26% des revenus totaux du ménage.

Dans les zones, comme Ayoa, peu peuplées, bénéficiant d'une forte disponibilité en foncier agricole et en espaces naturels favorables aux activités de chasse et de pêche (fleuve Nyong), et plus tardivement intégrées aux circuits commerciaux agricoles, les ménages construisent des systèmes d'activités qui combinent les différentes ressources : agricoles pour 66%, non agricoles pour 16% et celles de la pêche et de la chasse pour 14% (ces dernières activités représentent 20% des revenus totaux pour 61% des EFA de notre échantillon, voir figure n°7). Les échanges menés avec les ressortissants de cette zone montrent que cette persistance des activités de chasse et de pêche est à la fois l'héritière des systèmes traditionnels d'activités où la pêche et la chasse (ainsi que la cueillette), qui pouvait représenter au début du siècle plus des trois quarts des ressources du groupe familial, mais également une stratégie relancée à partir des années 90 par les difficultés de trouver un emploi dans les secteurs secondaire ou tertiaire, l'instabilité des cours des produits agricoles traditionnels (café et cacao) ou les problèmes de mévente sur le vivrier. Ces échanges ont également mis en évidence que les revenus provenant des activités de cueillette (en particulier le vin de palme), et non renseignées précisément par cette enquête, pouvaient également être essentiels dans les revenus ou les trajectoires d'accumulation de certaines EFA ainsi que l'avait déjà montré Champaud (Champaud 1973) pour la zone Bassa dans la province du Centre.

¹ Cet échantillon de 138 ménages a été réalisé sur par un tirage des ménages au hasard.

Figure n°7 : Caractéristiques des différents types de ménage agricole.

Type de ménage agricole	Importance du type en % de l'échant.	Importance relative des différentes sources de revenus (en %)				Syst. de culture	Age du CE (en ans)	Durée hors du village du CE (en ans)	Nombre de membres par l'EFA	Nombre d'actifs par EFA	Superf. Cultivée par EFA (en ha)	Superf. Cultivée par actif (en ha)
		Cult.	Elev.	non agric.	Pêche et chasse							
Site de Mbouda, zone de Batcham												
1. Revenus exclusivement agricoles	48	79,0	21,0	0,0	0,0	Divers	44,2	4,4	9,9	6,6	1,9	0,31
2. Revenus d'origines diverses	19	52,5	17,5	30,0	0,0	Divers	51,3	5,5	13,5	9	2,3	0,25
3. Revenus surtout non agricoles	33	9,3	5,7	85,0	0,0	Divers	56,7	14,0	7,0	4,6	0,7	0,17
Tous types		51	15	34	0		49,7	7,8	9,6	6,4	1,6	0,25
Site de Mbouda, zone de Galim												
1. Revenus majoritairement agricoles. (Caféiculteurs)	21	62,5	34,8	2,8	0,0	Café et autres cultures	58,0	8,0	10,5	7	5,0	0,71
2. Revenus provenant surtout des cultures (Maraîchers)	53	86,5	7,9	5,6	0,0	Maraîchage dominant	36,6	7,7	6,4	4,2	4,6	1,09
3. Revenus cultures et non agricoles (Vivriers marchands)	26	70,0	4,0	26,0	0,0	Vivriers	44,0	6,4	6,4	4,2	2,4	0,6
Tous types		77	13	10	0		43,0	7,4	7,3	4,8	4,1	0,86
Site d'Obala												
1. Revenus majoritairement agricoles	58	87,7	7,60	1,7	3,0	Divers	50,5	10,8	8,5	5,9	6,2	1,05
2. Revenus agricoles et non agricoles	20	67,2	4,30	29,6	0,0	Divers	39,1	5	9,9	5,9	9,8	1,66
3. Revenus majoritairement non agricoles	20	21,1	1,10	77,8	0,0	Divers	52,8	15,8	8,8	5,9	3,7	0,62
4. Revenus majoritairement élevage et chasse	2	40,0	50,0	0,0	10,0	Divers	58	20	23	19	4,1	0,21
Tous types		69	6	23	2		48,8	10,8	9,1	6,2	6,4	1,04
Site d'Ayos												
I. Revenus majoritairement issus des cultures	39%	91,7	1,9	1,3	5,3	Divers	48,4	6,3	7,8	5,2	4,2	0,8
II. Revenus issus des cultures et de la pêche/chasse	29%	67,5	5,0	8,2	19,3	Divers	47,7	7,7	5,0	3,3	3,5	1,06
III. Revenus issus des cultures, des activités non agricoles et de la pêche/chasse	22%	43,7	4,8	30,0	21,5	Divers	36,9	7,4	8,7	5,8	3,2	0,55
IV. Revenus surtout non agricoles	10%	10,2	7,0	65,2	17,6	Divers	43,8	6,3	11,0	7,3	2,7	0,36
Tous types		66	4	16	14		45.2	6,9	7,5	5,0	3,8	0,76

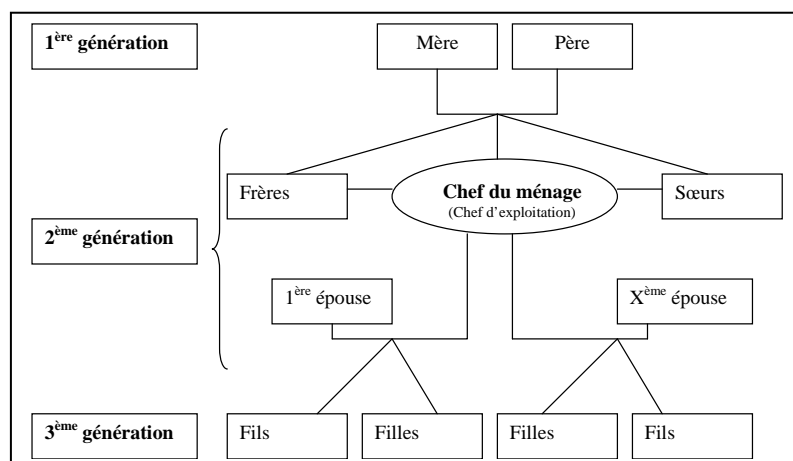
Au-delà des ces différences de stratégies de construction des revenus, il apparaît que la mobilité spatiale des chefs d'exploitation est non négligeable pour toutes les zones, qu'elles soient ou non proches des centres urbains. Ces chefs d'exploitations ont passé en moyenne (par zone) entre 15% et 25% de leur vie en dehors de leur village, soit pour des activités liées à leur formation de base ou professionnelle, soit pour développer une activité salariée ou privée généralement non agricole dans les bourgades (Akonolinga...) ou les villes du Sud Cameroun (Yaoundé, Douala...). La vision de chefs d'exploitations nés à la terre et y finissant leurs jours apparaît donc de plus en plus éloignée de la réalité des parcours de vie que cherchent à construire les résidents des zones rurales.

Les stratégies des ménages apparaissent, ainsi pour un nombre important d'entre elles, se construire entre trois ou quatre pôles d'activités possibles (cultures, élevage, activités non agricoles, pêche et chasse voire cueillette) qu'elles mobilisent de façon plus ou moins marquée en fonction des possibilités locales et des évolutions du niveau de rémunération du travail et de sécurisation des revenus offerts par les différents secteur d'activité. Elles se construisent également autour de parcours de vie mêlant les périodes de vie en milieu rural et en milieu urbain. Le chapitre suivant permet de préciser l'évolution sur la longue période de la place de l'activité agricole dans ces parcours de vie.

3.4) L'évolution des systèmes d'activité des ménages.

Les enquêtes réalisées ont concerné les différents membres de la parentèle d'un échantillon de 38 chefs de ménage choisis de façon raisonnée (en fonction de la typologie précédente) parmi les 138 ménages enquêtés précédemment.

Cette parentèle couvre les trois générations directement liée au chef de ménage : ses parents (père, mère), sa ou ses épouse (s), ses frères et ses sœurs, ses enfants. Les



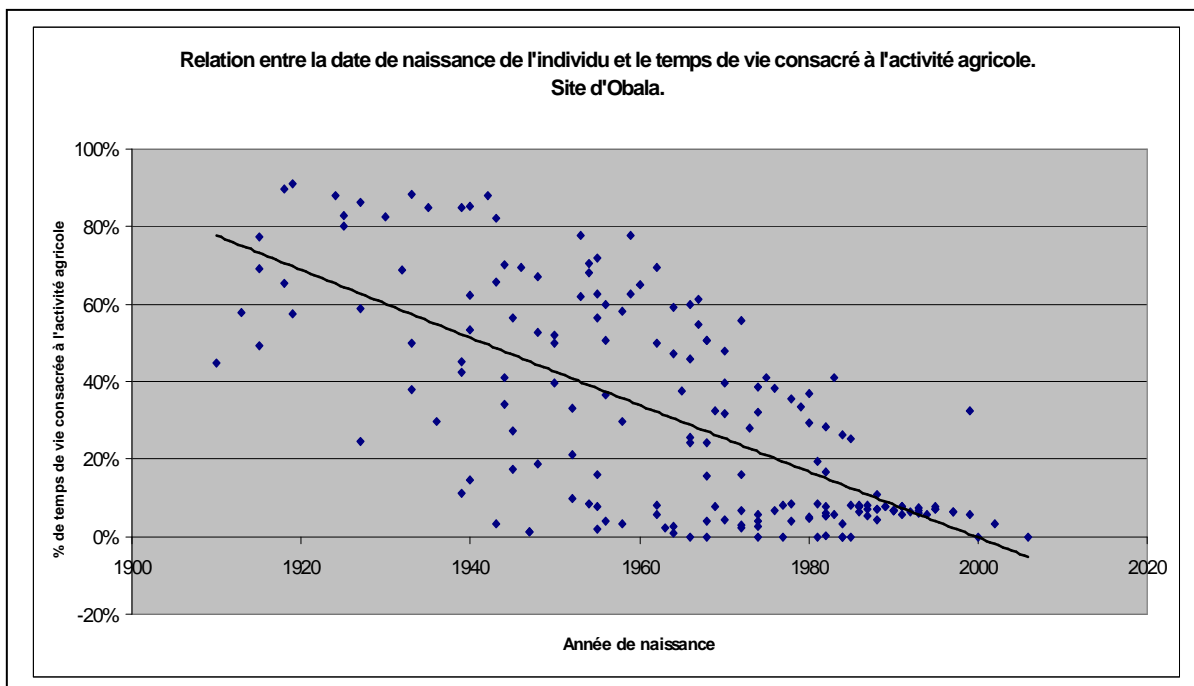
enquêtes ont ainsi renseigné les parcours de vie de 576 individus (181 pour Obala, 249 pour Mbouda, 146 pour Ayos). Ces enquêtes ont permis de quantifier le temps consacré par chacun de ces individus tout au long de leur vie aux différentes activités². L'analyse de ces données permet en particulier de calculer le pourcentage de temps de vie consacrée à l'activité agricole.

La figure n°8 présentée page suivante montre **pour le site d'Obala** la relation qu'il existe entre la date de naissance de l'individu et le pourcentage de temps qu'il a consacré durant sa vie à l'activité agricole.

L'évolution générale mise en évidence par ce graphique est celle d'une diminution forte de l'importance de l'activité agricole au cours du dernier siècle. Cette observation confirme les données déjà connues sur l'importance de l'exode rural (Franquerville 1987). Cet exode a connu une forte croissance en particulier à partir des années 1960-70 et a donc concerné les individus nés autour des années 1945-50. On note effectivement sur ce graphique une inflexion du nuage de points à partir de l'année 1945, date à partir de laquelle le temps de vie consacré à l'activité agricole par les individus descend à 80% puis à 60% pour les individus nés autour des années 1970.

² Les modalités retenues ici pour cette variable « activités » sont les suivantes : enfant, en formation, invalide, agriculture, salarié non agricole, entrepreneur privé, rentier, pêche-chasse, cueillette.

Figure n°8 : relation entre la date de naissance et le pourcentage de temps consacré à l'activité agricole pour le site d'Obala.



Il faut noter que si cette inflexion générale est en grande partie due à une évolution des systèmes d'activité et des stratégies des individus, elle provient également de l'âge différent des personnes interrogées. Ainsi les classes les plus âgées présentent un pourcentage de temps de vie agricole important non seulement parce qu'elles sont nées à une époque où l'agriculture était la principale activité possible, mais également parce que la durée de scolarisation était courte et parce que c'est souvent à la retraite que les villageois exilés à la ville reviennent se consacrer à leur parcelle de cacao. A l'inverse les classes les plus jeunes présentent des durées d'activité agricoles faibles non seulement parce qu'elles se sont investies plus que leurs aînés dans des activités non agricoles, mais également parce que la durée de leur parcours de vie en tant qu'enfant ou écolier pèse plus lourd dans le calcul du pourcentage de temps de vie consacré à l'agriculture. Ce calcul, en particulier pour les classes d'âge les plus jeunes, nées après 1985 et donc âgées de 18 ans au moment de l'enquête, ne présage guère de leurs profils d'activités à venir.

Ce graphique met également en évidence que le phénomène qualifié souvent « d'exode rural », et qui laisse penser que l'on a assisté à un départ définitif de la campagne vers les villes, ne se vérifie que partiellement. En effet, si le graphique montre qu'un nombre non négligeable d'individus se retrouvent avec un pourcentage d'activité agricole compris entre 0 et 20% pour les « urbains », et entre 70³ et 100% pour les « agriculteurs », il apparaît également qu'un nombre important d'individus se situent entre ces 20% et 70%. Ces derniers pourcentages de temps consacrés à l'activité agricoles traduisent l'importance des stratégies et parcours de vie mêlant activités agricoles et non agricoles. Cette constatation incite à revoir la définition de ce que l'on a coutume d'appeler un « producteur agricole » ou une « exploitation familiale ».

³ Le seuil à partir duquel on peut par convention considérer que la personne est un « vrai agriculteur » serait de l'ordre de 80% pour les classes d'âge nées entre 1880 et 1950 à une époque où la scolarisation était absente ou courte et de l'ordre de 70% pour les classes d'âge nées après 1950 qui ont connu la scolarisation pour la plupart d'entre eux au moins jusqu'à l'âge de 15 ans (15 ans de scolarisation / espérance de vie de 50 ans = 30% de la vie non agricole).

Les mêmes graphiques réalisés pour les sites de Mbouda et d'Ayos montrent des évolutions globalement comparables, mais ils présentent également des différences qu'il importe de relever.

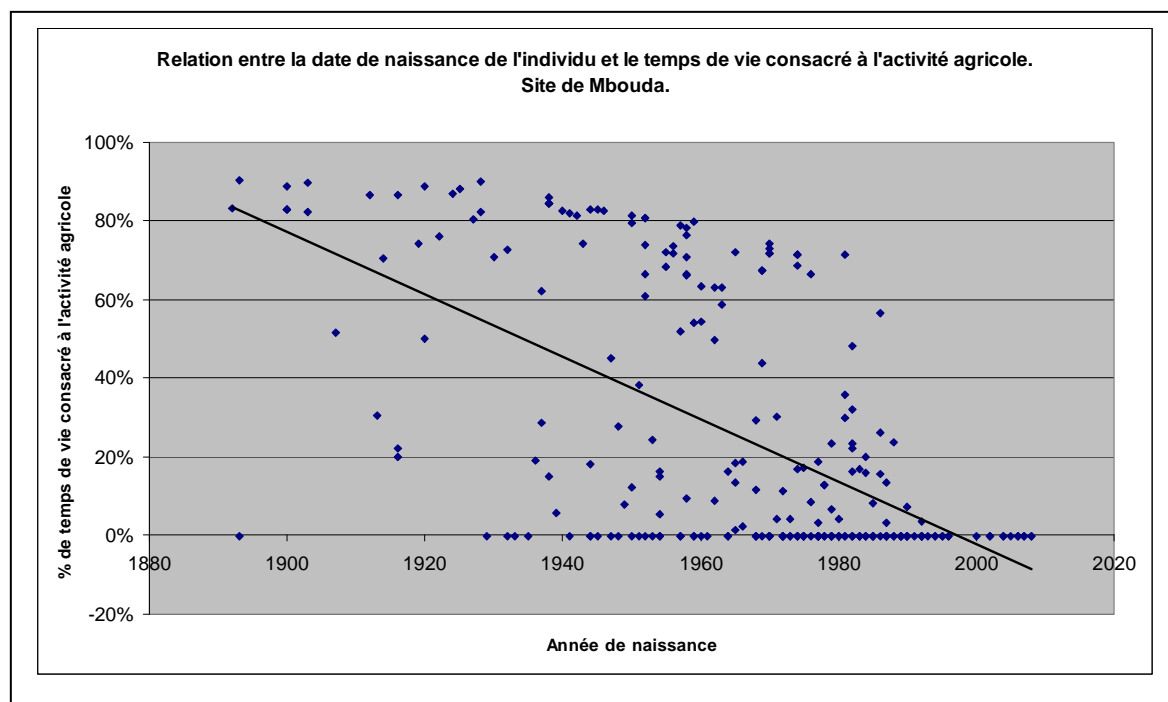
Pour Mbouda, la figure n°9 présentée ci-dessous, fait surtout apparaître des parcours de vie basés majoritairement sur des activités agricoles (> à 70%) et d'autres basés sur des activités majoritairement non agricoles (< à 20%). Le nombre individus dont le pourcentage de temps de vie consacré à l'activité agricole est compris entre 20 et 70% est ainsi bien plus réduit que pour le site d'Obala.

Cette plus forte disjonction des activités agricoles et non agricoles s'explique en partie par les évolutions différenciées entre les descendants partis s'installer dans la zone de Galim et ceux contraints, ou ayant choisi, de rester « rattachés » à la zone de Batcham.

Pour les premiers la disponibilité foncière et l'essor de cultures commerciales de plein champ (maïs, pastèque, gombo...) les ont conduits à fonder leurs revenus (voir chapitre précédent) et leur parcours de vie autour de l'activité agricole.

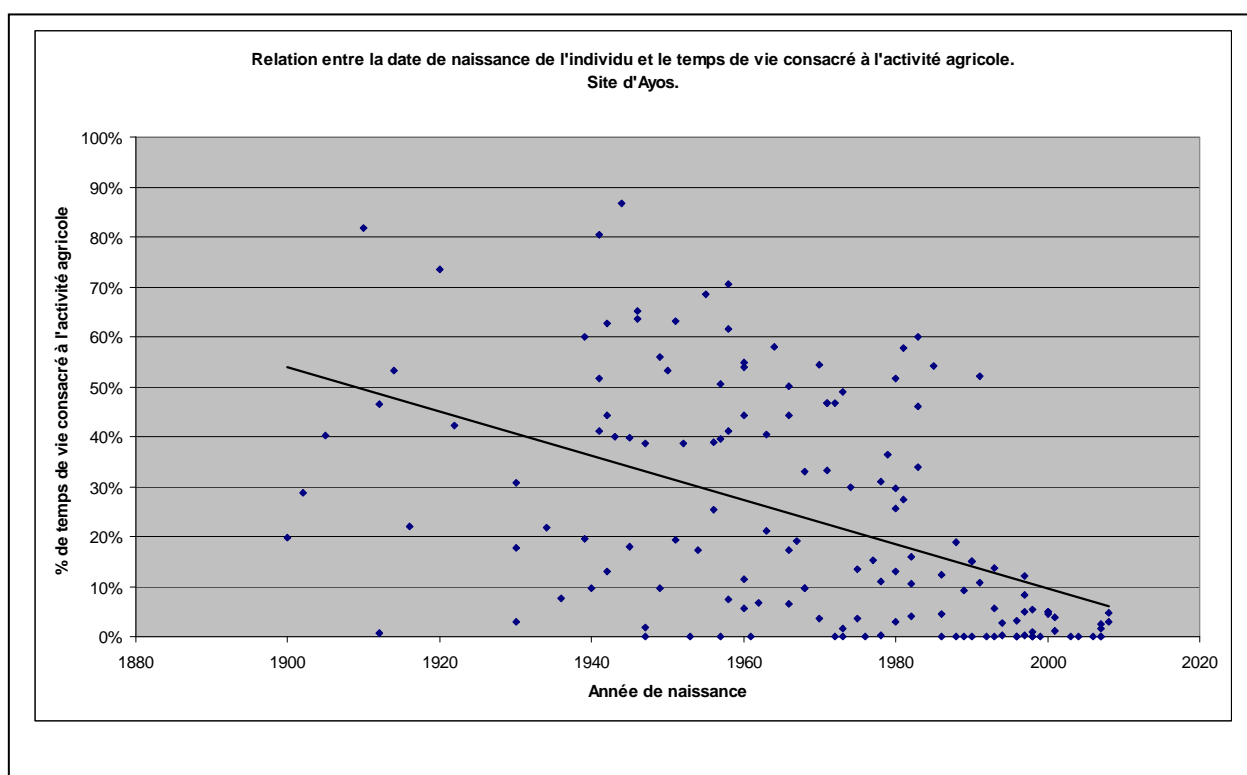
Pour les seconds, l'exiguïté des terres disponibles et les fortes et anciennes dynamiques migratoires bamilékes (dès la classe de naissance de 1930), les ont conduits à construire leurs revenus et leur parcours de vie essentiellement autour d'activités salariales ou commerciales basées le plus souvent en ville. Le niveau de rémunération et de sécurisation qu'ils y ont atteint ont conduit la plupart d'entre eux à abandonner définitivement une activité agricole soumise à de fortes contraintes et incertitudes (exiguïté foncière, épuisement des sols, chute des cours café...). Certains de ces migrants sont cependant revenus à leur retraite au village. Ils y ont développé, grâce à leurs capitaux et à leur expérience, des activités non agricoles ou de rente qui explique l'importance relative des revenus non agricoles (85%) mentionnées au chapitre précédent pour le type 3.

Figure n°9 : relation entre la date de naissance et le pourcentage de temps consacré à l'activité agricole pour le site de Mbouda (zone de Batcham et de Galim confondues).



Pour Ayos, la figure n°10 ci-dessous montre que l'activité agricole a été de tous temps une activité qui occupait généralement moins de 70% du temps de vie des individus. En effet pour cette zone mal reliée pendant longtemps aux marchés agricoles et disposant de ressources naturelles (bois, produits de cueillette), cynégétiques (chasse) et fluviales (pêche) importantes il existait, et il existe encore (voire en particulier l'importance des revenus de la chasse et de la pêche dans les revenus des ménages présentés dans le chapitre précédent), des alternatives non négligeables à l'activité agricole. Cet isolement a également conduit dès le début du 20^{ème} siècle ses habitants à migrer vers les zones urbaines pour trouver d'autres activités rémunérées (manœuvres au port de Douala ou sur les chantiers...). On remarque ainsi sur le site d'Ayos, comme pour Obala, une forte proportion de ménages développant des stratégies et des parcours de vie mêlant activités agricoles et non agricoles (% agricole compris entre 20 et 70%).

Figure n°10 : relation entre la date de naissance et le pourcentage de temps consacré à l'activité agricole pour le site d'Ayos.



Ces différentes données confirment l'attrait des activités non agricoles pour les ménages et l'importance des stratégies de sortie de l'agriculture. Ces stratégies mobilisent une part non négligeable des revenus et de l'épargne issus des activités agricoles (scolarisation des enfants, incursions en milieu urbain grâce au pécule épargné à la campagne...).

Cependant, on observe que les ménages cherchent également à développer des activités agricoles qui peuvent parfois être plus rémunératrices qu'un salaire en milieu urbain et dans lesquelles ils peuvent investir une partie de l'épargne obtenue en ville. Beaucoup des individus et des ménages cherchent également à préserver leur ancrage au village car il offre une position de replis en cas d'échec de leurs tentatives d'insertion en milieu urbain et il permet de loger et de nourrir la famille à moindre frais (« à Yaoundé on peut gagner beaucoup mais on dépense encore plus ! »). Enfin l'aspect identitaire (« un homme qui n'a pas de cacao n'est pas un homme ! ») et la force des liens sociaux expliquent le maintien d'une agriculture familiale jugée souvent peu performante.

Le nombre de migrants rappelés de la ville pour venir « tenir leur position au village » par le père ou le grand frère mourant sont significatifs de la vitalité de cette dimension sociale, identitaire et patrimoniale. De même, la dépouille mortelle de la plupart des migrants partis en ville est rapatriée au village pour y être enterrée, faisant ainsi d'une ville comme Yaoundé « une ville sans cimetières ».

La vision d'une concentration progressive du foncier et des moyens de production entre les mains d'agriculteurs de plus en plus « professionnels » et capables de nourrir un plus grand nombre d'urbains se heurte à ces diverses réalités. On est ainsi souvent loin des modèles de Clark ou Fourastier (Clark 1960, Fourastié 1961) qui sous tendent généralement les politiques publiques des pays en voie de développement. Ces modèles, basés sur l'histoire du développement des pays du nord, indiquent que le développement des nations s'appuie sur une amélioration de la productivité du travail et une accumulation en capital dans le secteur primaire, en particulier agricole, et sur une migration définitive et massive des actifs agricoles vers les autres secteurs de l'économie (industries et services).

On assiste au Sud Cameroun plutôt à la construction de stratégies d'activités composites et anti-risque qui cherchent à tirer au mieux parti des opportunités se présentant dans les divers espaces d'activité et de vie et à une imbrication partielle des actifs des différents secteurs économiques.

4) Conclusions, perspectives.

Ces données ont mis en évidence la diversité des stratégies mises en place par les ménages agricoles pour tenter de maintenir ou d'améliorer leurs revenus et d'offrir un meilleur avenir à leurs enfants. Elles ont en particulier aidé à préciser les évolutions mises en œuvre par les ménages au niveau des systèmes d'activités. On peut noter que la plupart de ces stratégies ne sont actuellement que peu ou pas reconnues et soutenues par les modèles et projets de développement promus par la puissance publique. En effet, elles n'apparaissent pas à leurs yeux comme des leviers décisifs permettant la réduction de la pauvreté rurale et l'augmentation de la production agricole nationale.

Elles témoignent cependant de la vitalité du monde agricole et rural du Sud Cameroun. Si ces stratégies vont parfois à l'encontre de la « professionnalisation de l'agriculture » et de l'amélioration de ses performances, elles offrent par contre des systèmes de subsistance robustes, capables de résister tant aux crises agricoles qu'à celles de la dégradation du salariat urbain. Elles sont probablement également en partie responsables de l'augmentation des tonnages d'un nombre important de productions agricoles du Sud Cameroun.

Ces premiers travaux vont être complétés par le traitement des données d'une quatrième enquête qui concerne le poids des améliorations techniques dans le maintien ou l'amélioration des revenus des 38 ménages interrogés.

Ils seront également complétés par le calcul d'indicateurs économiques plus précis permettant de mesurer l'importance relative de ces différents niveaux stratégiques (systèmes d'activités, migrations spatiales pour la recherche de nouvelles terres, diversification des systèmes de production, amélioration des performances techniques) sur le maintien ou l'amélioration des revenus de ces ménages et sur leurs capacités d'investissement dans leur outil de production agricole. Les premières analyses partielles déjà réalisées semblent montrer que l'accès à des revenus non agricoles joue un rôle important sur le niveau des revenus annuels des ménages et sur leur capacité d'investissement dans leur exploitation. Il semblerait que les activités non agricoles aient ainsi un poids important dans les processus de différenciation socio-économiques des ménages ruraux et le développement de l'outil de production. Ces premières informations seront précisées par de futures communications.

Bibliographie

- Barbier J.C., Champaud J. et Gendreau F. 1983 : Migrations et développement. La région du Mounjo au Cameroun. Editions de l'ORSTOM. Paris. 372 pp.
- Bergeret P. et Dufumier M. 2002 : Analyser la diversité des exploitations agricoles. In « Le mémento de l'agronome ». CIRAD-GRET-MAE, Paris, France. pp 321-344.
- Champaud J. 1973 : Mom, terroir Bassa (Cameroun). ORSTOM, Atlas des Structures Agraires au Sud du Sahara, n°9. 55 pp + annexes.
- Chia E., Dugué P. et Sakho-Jimbira S. 2006 : Les exploitations agricoles familiales sont-elles des institutions ? Cahiers Agricultures vol. 15, n°6, novembre-décembre 2006. p 1-8.
- Clark Colin 1960 : Les conditions du progrès économique. PUF, Paris.
- Couty P. 1984 : La vérité doit être construite. Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum., vol. XX, n°1 : 5-15.
- Devienne S. et Wybrecht B. 2002 : Analyser le fonctionnement d'une exploitation. In « Le mémento de l'agronome ». CIRAD-GRET-MAE, Paris, France. pp 345-372.
- Dongmo J.L. 1981 : Le dynamisme Bamileké (Cameroun). Volume 1 : la maîtrise de l'espace agraire. Thèse de troisième cycle, Université de Yaoundé, Cameroun. 424 pp.
- Dufumier M. 1994 : Systèmes agraires et politiques agricoles. In Recherches-système en agriculture et développement rural. Symposium international des 21-25 novembre 1994, Montpellier. P 926-931.
- Fourastié J. 1961 : Le grand espoir du XXème siècle. Collection Idées-Gallimard, Paris.
- Franqueville A. 1987 : Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le Sud du Cameroun. Editions de l'ORSTOM. 646 pp.
- Gastellu J.M. 1980 : ...Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ? Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum., vol. XVII, n°1-2, 1980 : 3-11.
- Le Moigne J.L. 2004 : Modéliser pour comprendre c'est-à-dire pour faire ingénieusement. Editorial du Réseau Intelligence de la Complexité (mai 2004).
- Ntsama Mireille : Rapport de DEA. Université de Yaoundé II.
- Petit M. 2006 : L'exploitation agricole familiale : leçons actuelles de débats anciens. Cahiers Agricultures, vol. 15, n°6, novembre-décembre 2006. pp 486-490.
- Pichot J.P. 2006 : L'exploitation agricole : un concept à revisiter du nord aux suds. Cahiers Agricultures, vol. 15, n°6, novembre-décembre 2006. pp 483-485.
- Roux P. 1986a : Economie agricole. Volume 1 : les fondements de l'économie. Editions Lavoisier, collection Tec &Doc. Paris. 352 pp.
- Varlet F. 1992 : Relations entre les pouvoirs publics et le secteur agricole au Cameroun. Cas des filières d'exportation et des filières de produits vivriers destinés au marché intérieur. Mémoire de stage Université de Montpellier 1 / CIRAD-SAR. 101 pp + annexes.
- Winter G. 1984 : Deux méthodes d'investigation irréductibles mais complémentaires. Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum., vol. XX, n°1 : 17-24.